

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 21/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ELEVAGE AVICOLE DE LEURMIN**

11 LEURMIN  
22720 Senven-Léhart

Références : VD/CLM/2025/09/23/03  
Code AIOT : 0052206045

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement ELEVAGE AVICOLE DE LEURMIN implanté 11 LEURMIN 22720 Senven-Léhart. L'inspection a été annoncée le 23/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ELEVAGE AVICOLE DE LEURMIN
- 11 LEURMIN 22720 Senven-Léhart
- Code AIOT : 0052206045
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation Classée autorisée par arrêté préfectoral en date du 07 février 2020 pour l'exploitation

d'un élevage avicole de 109 115 emplacements de poules pondeuses.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II-5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 1	Sans objet
2	Prescriptions concernant la fabrique d'engrais et supports de cultures	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 5	Sans objet
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-39-1	Sans objet
4	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
5	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'EARL Élevage Avicole de Leurmin a cessé son activité d'élevage et a notifié sa cessation d'activité. L'ensemble des bâtiments d'élevage, d'un bon état structurel apparent, ont été repris par la SARL Leurmin Fertil pour les différents process de son activité de fabrique d'engrais et support de culture.

Un périmètre de protection dégagé de toute activité est à mettre en place autour de la tête du forage.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'EARL ELEVAGE AVICOLE DE LEURMIN, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « Leurmin » sur la commune de SENVEN LEHART est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, un élevage de volailles dont la capacité maximale est de 109 115 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 50 957 uN/an et la quantité de phosphore à 41 464 uP2O5/an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'élevage avicole a cessé son activité. Le dernier lot de poules pondeuses est sorti le 28 février 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Prescriptions concernant la fabrique d'engrais et supports de cultures

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Prescriptions complémentaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en œuvre d'un procédé de traitement par séchage et granulation des fientes et un stockage dans un hangar, l'ensemble situé en annexe de son installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation, dont le process a évolué, notamment en raison de l'arrêt de l'activité d'élevage, a été reprise par la SARL Leurmin Fertil.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Cessation d'activité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-39-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, fin d'activité ICPE ou poursuite au titre RSD.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p>

<p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier lot de poules pondeuses étant sorti le 28 février 2023 et le matériel d'élevage ayant été démonté, l'installation classée a cessé son activité depuis cette date.</p> <p>Il n'y avait jusque lors pas eu de notification de cessation d'activité de déposée. Toutefois, M. LOR-GUILLOUX a remis en main propre, le jour de l'inspection, le formulaire de notification de cessation d'activité aux inspecteurs.</p> <p><b>Conforme.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Défense contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li> <li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li> </ul> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p>

<p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li> <li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li> <li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li> <li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li> </ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une réserve d'eau (poche souple d'une capacité de 120 m<sup>3</sup>) a été mise en place dans le cadre de la Défense Externe Contre l'Incendie (DECI) et est en cours de validation par le SDIS (interrogation concernant la bouche de pompage au regard du matériel dont dispose le SDIS).</p> <p><b>Conforme.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dès réception de l'ouvrage par le service du SDIS, il convient de transmettre ce formulaire au service ICPE pour l'entité SARL Leurmin Fertil.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Forages

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection tête de forage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3.3.4 - La protection de la tête</p> <p>Quelle que soit la destination de l'ouvrage, la protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire et doit empêcher les infiltrations.</p> <p>Les eaux de ruissellement sont évacuées vers l'extérieur de l'ouvrage par des caniveaux.</p> <p>La protection de la tête du forage comprend une « dalle de propreté », en béton de 3 m<sup>2</sup> minimum, centrée sur l'ouvrage, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.</p> <p>La tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle amovible fermé à clé, scellé sur la margelle et s'élevant au moins à 0,50 m au-dessus du terrain naturel.</p> <p>L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le forage est conservé dans le cadre du fonctionnement de la SARL Leurmin Fertil qui a repris cet ouvrage et les bâtiments dans le cadre de son activité.</p>

<p>La tête du forage ne dispose pas de dispositif de fermeture à clé en tant que tel, mais est recouverte d'un cabanon dont l'accès à la tête ne peut se faire qu'en enlevant ce cabanon au moyen d'un engin de chantier.</p> <p>M. LORGUILLOUX a fait savoir qu'il songeait à revoir cet aménagement afin de lui en faciliter l'accès.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Forages**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II-5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection de l'ouvrage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En complément de l'arrêté du 11/09/2023 modifié : une zone de protection clôturée de 5 m x 5 m est établie autour de la buse. Elle est exempte de toute source de pollution.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non Conforme :</b> une zone de protection clôturée de 5 m x 5 m doit être mise en place autour de la buse et doit être exempte de toute source de pollution.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>